

Discours de Soungalo OUATTARA, Ministre de la Fonction publique, du travail et de la sécurité sociale à l'ouverture du forum

Distingués invités,

Mesdames et messieurs

Sujet à débats, voire de controverses et même de tensions ou de conflits violents, la gouvernance, plus qu'un concept, est avant tout un processus d'apprentissage quotidien et collectif de règles et de principes autour desquelles les sociétés humaines conviennent de gérer le bien commun, de réguler les rapports entre l'individu et le groupe ou entre groupes sociaux cohabitant sur les mêmes espaces territoriaux.

De ce point de vue, réfléchir sur la gouvernance c'est aussi interpellier les différentes composantes de la société sur leurs rôles respectifs, en fonction des évolutions du monde et des mutations de toutes sortes qui ont des impacts certains sur les aspirations des populations

Permettez-moi alors, de saluer cette initiative qui traduit l'engagement des organisateurs, en l'occurrence l'Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique, à accompagner les acteurs institutionnels et non institutionnels dans leurs efforts quotidiens de rendre l'action publique conforme aux aspirations des populations à la base.

Je voudrais les remercier d'avoir porté leur choix sur ma modeste personne pour parrainer ce forum. J'en mesure la portée et l'interpellation qui m'est faite. Je puis vous assurer de ma disponibilité à vous accompagner, dans les limites de mes possibilités, dans vos efforts à poursuivre cette intéressante initiative d'ouvrir des espaces de dialogues de propositions pour améliorer l'action publique, qu'elle soit locale ou nationale.

Je voudrais aussi, à la suite du Médiateur de l'Alliance, saluer tous les acteurs ici présents et dont les profils multi-acteurs et multidisciplinaires sont annonceurs de contributions pertinentes aux travaux et laissent déjà présager d'un franc succès du forum.

Honorables invités,

Mesdames, Messieurs,

La problématique de la gouvernance est un enjeu mondial au regard des crises qui secouent toutes les sociétés du monde y comprises celles occidentales qui s'interrogent aussi, comme nous, sur la solidité de leurs modèles dans un contexte mondial changeant à vive allure. En Afrique plus qu'ailleurs cette situation est plus inquiétante du fait de la fragilité de nos institutions publiques qui sont, quelques fois en décalage avec les dynamiques socioculturelles. Les graves crises politico-institutionnelles qu'ont connues ou connaissent de nombreux pays Africains illustrent fort à propos cette instabilité institutionnelle quasi permanente.

Toutefois, les crises font partie intégrantes de l'évolution des sociétés humaines. Le problème n'est donc pas que les crises surviennent. Il est surtout dans les capacités de chaque société à résoudre ses crises et à identifier les leviers de changement permettant d'en sortir le plus rapidement possible et sans dommage, de prévenir d'autres crises.

Mesdames, Messieurs,

Je me réjouis donc que l'Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique nous invite à la réflexion et à l'action pour une gouvernance légitime, pensée et mise en œuvre par les acteurs à la base, à partir de leur histoire, leurs valeurs, leur potentiel et leurs réalités tout en restant ouverts aux apports de la civilisation universelle et du village planétaire.

Mon adhésion à cette réflexion est à la hauteur de mon intérêt pour et les libertés locales. En effet, dans mon ouvrage, Gouvernance et libertés locales publié aux éditions Kartala en 2007 et, s'agissant de la manière de gouverner et de piloter le développement en Afrique, je soutiens que la décentralisation est une nécessité pour conduire le changement et le progrès au plus près du terrain mais elle est d'abord un défi qui appelle aux valeurs positives de l'Afrique.

Mesdames, Messieurs,

La gouvernance est un processus d'apprentissage permanent, une construction patiente et concertée. C'est un processus dynamique qui s'enrichit à l'épreuve des évolutions et des conjonctures sociopolitiques tant au niveau local, national qu'international.

Il peut arriver que l'Etat, dans son évolution ne soit pas en phase avec la société d'où la nécessité de le réformer pour l'adapter, dans sa conception et dans son action, aux évolutions sociales.

Le Burkina Faso, à travers ses plus hautes autorités ont pris la pleine mesure de cette nécessité. Les nombreuses réformes politiques, institutionnelles et sectorielles entreprises ces dernières années illustrent parfaitement cet engagement à adapter l'Etat, dans son fonctionnement quotidien aux aspirations de ces citoyens.

Le Burkina Faso, à l'instar d'autres pays africains, s'est engagé dans cette perspective de construire progressivement un cadre institutionnel permettant de répondre aux défis des évolutions sociopolitiques nationales et internationales.

Les réformes institutionnelles enclenchées depuis les années 1990 dont celles de la décentralisation s'inscrivent dans cette dynamique de redonner confiance aux populations et de conférer à l'action publique et aux institutions qui la sous-tendent, toute la légitimité requise.

C'est dire que le présent forum vient à point nommé. Il se tient à un moment où le Burkina Faso se prépare à des réformes politiques et institutionnelles. Dans ce processus, aucune contribution n'est de trop. Aussi, vos débats et propositions pourraient sans doute éclairer certains acteurs dans leurs contributions aux réformes politiques et institutionnelles.

Mesdames, Messieurs,

En ce qui concerne la prise en compte du Local dans la légitimation de l'action publique, le Burkina Faso a adopté des politiques publiques orientées vers une responsabilisation des populations à la base à travers le processus de décentralisation. Cette orientation vers le local vise à créer les conditions d'une meilleure connaissance des réalités et des attentes des populations, des possibilités de dialogue direct entre décideurs et citoyens, de plus de flexibilité dans les réponses aux besoins en services de base mais aussi et surtout la promotion du contrôle citoyen de la production et la fourniture des services publics.

En organisant ce forum, l'Alliance nous rappelle que dans l'espace public local se côtoient différents acteurs qui forment une communauté de destin et doivent collaborer étroitement pour maintenir et renforcer la cohésion sociale sans laquelle tout effort de développement peut s'avérer vain.

Il est donc important de favoriser l'émergence d'une nouvelle façon de penser l'action publique locale au plan économique, politique et sociale en partant des aspirations collectives. Une telle vision suppose d'une part, la connaissance et la reconnaissance de chaque catégorie d'acteurs, de ses rôles et prérogatives, du nécessaire dialogue entre elles, et d'autre part, une bonne articulation entre cette échelle territoriale et le niveau de conception et de planification des politiques publiques, notamment le niveau national.

En plus de la légalité, la légitimité de l'ensemble des dispositifs d'intervention par lesquels l'Etat agit sur la société constitue une dimension importante. Ce qui est légitime devrait être légal car fondé sur le droit, que ce soit le droit (naturel, coutumier ou moderne). Mais dans les contextes africains, du fait de l'inadéquation entre les normes sociales et la légalité, nous assistons souvent à un décalage entre la légalité et la légitimité toute chose qui peut créer des dysfonctionnements au plan institutionnel et des tensions sociales.

Le présent forum est une opportunité de jeter les bases pour cette réflexion et l'action dans l'optique de contribuer à améliorer les pratiques et les cultures institutionnelles.

Mon département reste attentif à de telles initiatives qui peuvent lui apporter des matériaux susceptibles de nourrir ses réflexions prospectives et son action au quotidien.

Tout en souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert le forum multi-acteurs sur «~Gouvernance et citoyennetés~: Comment articuler le local au national pour ré-légitimer l'action publique~»

Je vous remercie